



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
de l'emploi, du travail, des solidarités  
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -  
installations classées

Laval, le 30 avril 2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GARROT HERVE**

LA CUEILLERIE  
53320 Loiron-Ruillé

Références : SR/PJ - N° 2026 01002  
Code AIOT : 0055301525

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 avril 2026 de l'établissement de M. GARROT Hervé, implantée au lieu-dit La Cueillerie 53320 LOIRON-RUILLÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARROT HERVE
- LA CUEILLERIE 53320 Loiron-Ruillé
- Code AIOT : 0055301525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation est autorisée à exploiter un élevage de 127 900 emplacements volailles et déclarée pour une unité de compostage de 4,6 tonnes/jour.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

#### 2) Constats

##### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	Demande d'action corrective	90 jours
11	Surveillance du traitement par compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
6	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
7	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II
8	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
9	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non conformité sur le site d'élevage. Mais le suivi et l'enregistrement du compostage ne sont pas conformes.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. L'exploitation est autorisée pour 127 900 emplacements volailles au titre de la rubrique 2111.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée (vide sanitaire le jour de l'inspection). Installation est par ailleurs déclarée pour un stockage de gaz de 7 t au titre de la rubrique 4718-2. Les citernes sont vides et non utilisées, les bâtiments sont chauffés par des chaudières biomasse dont la puissance totale inférieure à 1 MW. L'ensemble des effluents (fumiers de volailles) sont traités par compostage. L'installation est déclarée pour une capacité de 4,6 t/j au titre de la rubrique 2780-1-c.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> L'ensemble des abords des bâtiments sont propres et bien entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée. La dératisation est suivie par l'éleveur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, ou d'une réserve d'au moins 120 m <sup>3</sup> , implantés à moins de 200 mètres du risque (par voie carrossable). La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur (tous les ans). Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée. Extincteurs vérifiés par IROISE le 15/04/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état, vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires, et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée. Installations électriques vérifiées par APAVE en 09/2024. Les installations de panneaux photovoltaïques et chaudières biomasse sont entretenues régulièrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand récipient ;</li> <li>-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;</li> <li>-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.</p>
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p>
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,</li><li>- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.</li></ul> Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
<b>Constats :</b> Le compostage est réalisé par aération forcée. Absence de relevé de température en 2025 et 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mettre en place un relevé de température permettant de vérifier qu'elle est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

## N° 11 : Surveillance du traitement par compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29. L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
<b>Constats :</b> Absence de registre de suivi du compostage depuis l'entrée des fumiers en compostage (date et quantité), avec enregistrement des températures pendant la phase de fermentation et enregistrement de la date de début de maturation. L'installation ne traite que les fumiers de volaille du site d'élevage. Le compost est commercialisé certifié selon la norme NFU-44-051. Les paramètres de conformité relatif à cette norme n'ont pas été vérifiés (analyses pour recherche d'agents pathogènes et d'éléments traces métalliques). Le registre de sortie est conservé avec les informations sur la quantité, la date et le destinataire de la livraison.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mettre en place un registre de suivi du compostage permettant d'en vérifier la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours